

DÉCLARATION DP INFRALOG LORRAINE Du 18 mars 2016

Nancy, le 18 mars 2016,

Monsieur le Directeur,

Le 19 février, Jacques Rapoport, président de SNCF RESEAU, remettait sa démission.

Stupéfaction générale, quand une semaine après les cheminots et les dirigeants apprennent par la presse que le bateau M&T navigue désormais sans capitaine à bord.

Cette surprise n'arrive pas au bon moment. Car les mauvaises nouvelles depuis s'accroissent.

Tout d'abord les révélations du scandale de l'affaire Brétigny continuent de mettre à mal notre savoir-faire technique, en pointant du doigt un système malsain qui a entraîné l'enfouissement de la vérité pendant des années. Cette vérité c'est l'état réel du réseau...

Ensuite l'ARAFER, en décidant d'imposer une baisse des péages dès 2017, élimine dorénavant toute possibilité pour l'EPIC RESEAU de s'en sortir seul. Mais cette actualité a au moins le mérite de mettre les pieds dans le plat de la question du financement du réseau. Car si cette question est évidemment politique, la réponse devra l'être aussi. L'UNSA ferroviaire a toujours affirmé que le sujet aurait dû être au cœur de la réforme du ferroviaire. Le courage politique a manqué et la patate chaude est aujourd'hui brûlante.

Alors l'effet recherché par Mr Rapoport avec son départ brutal est-il l'électrochoc ?

Quelles étaient ses motivations réelles : se saborder avant d'être plus impliqué ou quitter le navire qui prend l'eau ? Courage ou lucidité ? Ou crainte d'un nouvel évènement sécurité majeur ?

Nous arrivons à la croisée des chemins : les choix des prochains mois seront capitaux pour réaffirmer le rôle de l'état stratège dans l'organisation du monde ferroviaire de demain. Les premières avancées concernant le décret socle sont encourageantes, elles restent insuffisantes. Et après la mobilisation d'ampleur des cheminots dans l'unité syndicale avec 42% de grévistes à M&T, **l'UNSA Ferroviaire** saura continuer de convaincre les décideurs de prendre les décisions nécessaires, notamment en termes d'emploi et de salaires, pour travailler dans un cadre social exigeant et porteur d'avenir.

Cette actualité ne doit pas pour autant empêcher l'entreprise de sortir de l'hypocrisie générale qui y règne depuis plus de 10 ans. Hypocrisie qui a caché le manque évident de moyens. Hypocrisie qui a masqué les dysfonctionnements au sein de M&T.

Plus grave, à l'hypocrisie succède aujourd'hui le déni de la réalité. Et quel message pensez-vous que les cheminots retiennent du discours bien huilé du service communication qui nie l'état réel du réseau et de la maintenance ?

Et même si la question du financement du ferroviaire est essentiellement politique, l'entreprise se doit d'agir d'urgence à son niveau. La montée en puissance de la régénération est nécessaire. Sur le terrain, injonctions contradictoires et incohérences organisationnelles sont quotidiennes et amènent tensions entre agents et services du même EPIC. Mais surtout dysfonctionnements graves.

Les DPX ont besoin d'autonomie et de moyens pour fonctionner.

Les entités travaux ont besoin d'un cadre organisationnel pour éviter que les agents continuent de flirter avec l'usure professionnelle.



Le 9 mars 2016, les salariés du Groupe Public Ferroviaire SNCF se sont massivement mobilisés concernant les sujets "Décret-socle, effectifs, et salaires". Avec plus de 40 % de grévistes, ce mouvement est symptomatique du fort niveau d'inquiétude ressentie par l'ensemble des agents concernant ces thèmes à très fort enjeu pour l'avenir du ferroviaire. La nécessité de réponses et d'avancées concrètes est désormais d'actualité.

Une interfédérale regroupant l'ensemble des Organisations Syndicales représentatives s'est tenue en début de semaine afin de définir les suites à donner. L'**UNSA-Ferroviaire** déplore l'absence de position commune quant aux thèmes évoqués. En effet, l'**UNSA-Ferroviaire** n'a mandat qu'aux seuls intérêts des salariés de la SNCF et de la branche ; toutes autres problématiques n'ayant pour effet que de dévoyer, voire stopper la dynamique engendrée !

L'**UNSA**, en responsabilité, a donc déposé une Demande de Concertation Immédiate pour les thèmes suivants :

Ouverture immédiate de négociations sur le régime de travail au sein du GPF.
Pouvoir d'achat.
Concernant l'emploi.

Monsieur le Directeur, si ces deux premiers points ne sont pas de votre compétence, le dernier l'est. L'effectif moyen de votre établissement a diminué de 72 agents en 4 ans et la courbe démographique (42,3 % des agents ont + de 45 ans) présume de nombreux départs dans un avenir proche.

Il est de votre autorité de combler les nombreux postes vacants de l'établissement et de négocier auprès du TP une MLA ambitieuse en termes d'emploi et un bon transfert de compétences.

Sur tous ces sujets, l'UNSA Ferroviaire saura prendre ses responsabilités.

Monsieur le Directeur, chers collègues, merci de votre attention.

